

TIVOLI A COPENHAGUE

Christian SAUTTER

samedi 19 décembre 2009

La petite sirène de la société civile se lamente tandis que les chefs d'État sont sortis sonnés du parc d'attractions Tivoli. La conférence de Copenhague a bien débouché sur un accord, mais cet accord est si mince, « limiter la hausse des températures à 2 degrés d'ici 2050 », que l'on peut le glisser aisément sous la porte de l'oubli.

Pourquoi cet échec ? Il serait trop facile d'accuser les gentils organisateurs danois de ce Barnum qui a débouché sur un fiasco. Le mal est beaucoup plus profond, ce qu'une carte des émissions à effet de serre dans le monde permet de comprendre aisément (Les Échos, 18-191209).

Les Etats-Unis, qui font figure de coupables, sont-ils les champions du CO2 ? Non, la médaille d'or du carbone appartient à la Chine, qui émet 6921 millions de tonnes (estimation 2009), devant les USA (5826). Suit l'Europe, médaille de bronze avec 4357. Tels sont les trois poids lourds, sur lesquels pesaient les principales exigences de réduction. Loin derrière viennent la Russie (1779), l'Inde (1349), le sobre Japon (1187), l'Afrique dans sa totalité (1060). Parmi les poids plumes de moins de 1 milliard de tonnes figurent le Canada (620), la Corée du sud (578), l'Australie Nouvelle-Zélande (455), le Brésil (422) et le Mexique (386).

La partie s'est donc jouée entre les trois sumo. S'ils s'étaient entendus, l'accord était fait. Opposés, le désaccord était inévitable.

Côté Etats-Unis, la situation était claire dès le départ. Les traités de commerce doivent être votés par le Sénat à la majorité des deux tiers. C'est une séquelle des différends douaniers avec la Grande-Bretagne qui ont déclenché la guerre d'Indépendance, et du conflit entre le Nord libéral et le Sud protectionniste qui a entraîné la guerre civile. Le Président américain n'a donc qu'une marge de manœuvre très limitée. Sa seule chance de convaincre une opinion publique méfiante était de dire que l'autre grande puissance, la Chine, faisait des promesses aussi contraignantes que les USA.

La Chine ! Des millénaires de civilisation et de diplomatie lui ont fait jouer une partition exquise. Montrant un profil bas, elle a commencé par se blottir parmi les 77 pays les plus pauvres, ce qui était pour le moins pittoresque, mais rappelait la conférence de Bandung en 1955, où Chou En Lai, Nehru et Tito ont inventé le Tiers-Monde. Toujours discrète, la Chine n'a montré son caractère qu'au moment où les Américains lui ont dit qu'elle devrait accepter un contrôle international des engagements qu'elle prendrait. Pékin y a vu une intolérable atteinte à sa souveraineté

et l'a dit calmement. Les promesses esquissées étaient pourtant en deçà du nécessaire, sans être pour autant négligeables puisque, grosso modo, la Chine avançait l'idée que ses émissions de CO2 progresseraient deux fois moins vite que sa production. Autrement dit, si la croissance annuelle était de 8% par an, les émissions de CO2 ne monteraient que de 4% par an. Insuffisante pour atteindre la cible planétaire de couper les émissions par quatre d'ici 2050, la proposition marquait quand même une certaine bonne volonté.

Quant à l'Europe, elle avait le meilleur dossier, puisqu'elle avait décidé de réduire ses émissions de 30% d'ici 2020 (et non 2050) et de mettre 10,3 milliards de dollars sur trois ans au pot commun de soutien des pays réellement pauvres. Mais l'on n'a pas beaucoup entendu Brown et Merkel, on n'a pas vu le nouveau président européen ni la nouvelle ministre des Affaires étrangères. Le Président français a fait ce qu'il a pu et parlé abondamment à la presse française. Naine politique, l'Europe n'a pas fait le poids entre les deux géants, américain et chinois.

Nous devons nous habituer à ce que, très durement frappés par la crise, les Etats-Unis deviennent de plus en plus introvertis. L'obsession des gouvernants y est de faire reculer le chômage avant les élections de novembre 2010 (ce qui est plus que douteux) et, en tout cas, avant les élections présidentielles de 2012. 2050 ou même 2020 ? C'est de la politique-fiction ! L'obsession des électeurs est de ralentir ou de mettre un terme à la migration des emplois manufacturiers et aussi tertiaires vers la Chine, qu'organisent les multinationales américaines dans une logique de profit à courte vue. Les pressions protectionnistes vont monter très vite, sauf si une improbable réévaluation forte de la monnaie chinoise élève les coûts de production en dollars dans ce continent lointain.

Le vrai échec de Copenhague est de ne pas avoir su démontrer que la limitation des émissions de carbone n'entraînerait pas automatiquement une augmentation du chômage. Que le déclin des industries polluantes (sidérurgie, chimie, transport de marchandises) serait relayé par l'émergence de nouvelles industries (automobile propre, isolation thermique, transports en commun, services multiples, recyclage) et qu'au total, il y aurait du travail pour tout le monde dans une autre économie.

La Chine s'est elle aussi braquée, mais pour d'autres raisons que les Etats-Unis. Son problème n'est pas le chômage : elle cherche même à freiner sa croissance qui s'emballe et provoque des migrations massives des campagnes vers les villes. Son problème n'est pas non plus d'ordre démocratique, car le pouvoir exécutif y règne sans partage. Son problème est qu'il faut une croissance d'au moins 7% pour que chaque Chinois en tire un bénéfice minimal. Il n'est donc pas question de freiner trop vite. Pas question non plus de voir des étrangers mettre le nez dans ses affaires. Le pari chinois est bien de réorienter l'économie vers un système moins polluant, mais cela prendra du temps.

Ainsi, la Chine lance un programme nucléaire qui fait dresser les cheveux sur la tête (IHT 161209). Elle a aujourd'hui 11 réacteurs et entend en construire 10 de plus chaque année (oui, chaque année). Soit dix fois plus de réacteurs en 2020 et quarante fois plus en 2050 qu'en 2009. Est-ce la solution-miracle pour cesser de brûler du pétrole ou du charbon ? Pas du tout. Le nucléaire fournit 2,7% de l'électricité actuellement. En 2020, avec un parc décuplé, la proportion ne monterait qu'à 9,7%. Ce chiffre modeste s'explique par le doublement de la demande d'électricité durant les dix années à venir.

Selon un expert, même si la Chine atteignait ses objectifs prodigieux en électricité nucléaire ou éolienne, en enfouissement du gaz carbonique émis par les centrales à charbon, en économies diverses d'énergie, les émissions de carbone augmenteraient de 45 à 50% d'ici 2020 au lieu de monter de 72 à 88 % si rien n'était fait. La Chine ne pouvait prendre aucun engagement de diminution absolue à Copenhague, sauf à remettre en cause ses fondements politiques et économiques.

Et qui pourrait contraindre la Chine à changer de position ? Personne. Les Etats-Unis en sont dépendants pour le financement de leur dette. Leur seule arme lourde est le protectionnisme qui va surgir en force dans les mois à venir.

Le nouveau Premier ministre japonais a promis une belle réduction de 25% des émissions de 1990 à 2020 et aussi offert deux fois plus d'argent que l'Union européenne pour les pays pauvres (19,5 Mds\$ sur trois ans), mais la Chine toute proche ne semble pas s'en émouvoir.

L'Europe n'existe pas dans le grand marchandage. Les missions commerciales européennes se pressent, chacune de leur côté, dans la capitale chinoise pour profiter de la croissance extraordinaire de ce pays. Le Premier ministre français va ce week-end à Pékin signer pour 1,5 milliards d'euros de fournitures nucléaires.

Mais l'Europe ne doit pas baisser les bras. Elle doit montrer qu'il est possible d'aller vers une autre croissance, se nourrissant de plus de travail, plus d'épargne et de moins d'énergie fossile. Elle doit intensifier les recherches coopératives de nouvelles technologies. Elle pourrait, sur ce point, travailler davantage avec le Japon, une des économies les plus sobres et les plus avancées de la planète.

Les perspectives d'un accord mondial s'éloignent, comme la comète de Halley qui ne brille qu'un moment. Copenhague confirme la régression de l'Organisation des Nations Unies vers la Société des Nations qui fut impuissante durant les années trente pour guérir la crise économique et limiter les tensions politiques.

Si l'ONU régresse au profit de la diplomatie traditionnelle des grands égoïsmes continentaux, qu'au moins l'Europe se hisse au stade d'une Europe fédérale qui pourrait jouer dans la cour des Grands !

Christian Sautter